

fédérale, la police routière et des gardes municipaux. CAPEC a travaillé avec le gouvernement fédéral, les gouvernements d'Etat et l'administration urbaine.

La tactique de CAPEC est particulièrement intéressante parce qu'elle implique un groupe ayant commis ou autorisé des abus et qu'elle les converti en défenseurs des droits de l'Homme. Cette approche ne contribue pas seulement au renforcement de la culture des droits de l'homme au Brésil, elle réduit également de façon concrète les abus continus en créant un environnement favorable dans lequel la police et la communauté cherchent des solutions communes aux problèmes auxquels ils font face.

*Dans leurs rapports interactifs avec leurs communautés, les officiers peuvent jouer le rôle d'éducateurs, spécialement pour ces jeunes et ces enfants qui ont peu d'héros ou de modèles.*

*Un fait dans un quartier de Macapà est particulièrement poignant. Ce quartier était réputé dangereux à cause des gangs de jeunes qui terrorisaient la population locale. Lorsqu'une force interactive de maintien de l'ordre fut créée dans ce quartier, un capitaine de l'armée a été affecté à la localité. Il a découvert qui était le chef du gang le plus influent et lui a adressé des messages l'invitant à le rencontrer. Finalement l'adolescent s'est présenté et l'officier a commencé à créer des liens, en adulte compréhensif et aussi en éducateur et modèle excellent.*

*Il est possible qu'auparavant ce garçon n'ait jamais connu de modèle semblable dans sa vie. Aujourd'hui cet adolescent est un allié de la police et sous son leadership, de nombreux jeunes aident aussi la police. Le quartier est devenu paisible et plus sûr. Cet officier a réalisé l'importance de son travail en tant qu'éducateur et promoteur de la paix et en se rapprochant un peu plus de la communauté où il a travaillé, il était capable d'avoir un impact.*

- Rosa Almeida, CAPEC du Brésil

## **NOUVELLES TACTIQUES EN DROITS DE L'HOMME**

Une ressource pour les acteurs

Un livre écrit par  
Le Projet de Nouvelles Tactiques en Droits de l'Homme

Un projet du  
Centre des Victimes de la Torture

BLOCK II

## TABLE DES MATIERES

Introduction par Justice Richard J. Goldstone
Remerciements
La nécessité de nouvelles tactiques par Douglas A. Johnson
Le livre en tant que ressource
Les termes clés
Concernant le Projet de Nouvelles Tactiques
Les tactiques de prévention
La protection physique
Le partage des informations clés
Eliminer les opportunités d'abus
Les tactiques d'intervention
La résistance
La perturbation
La persuasion
La motivation
Les tactiques de restauration
Se souvenir des abus
Renforcer les individus et les communautés
Demander réparation
Bâtir les cultures et institutions des droits de l'homme
Bâtir des circonscriptions
La collaboration
Le renforcement des capacités
Bâtir la conscience
Les ressources
Développer les tactiques et stratégies créatives
Adapter les tactiques
Partager votre tactique : une présentation d'un échantillon de tactique
Auto entretien : entretenir votre ressource la plus précieuse
Ressources supplémentaires
Index des tactiques
Partagez une tactique

et couramment les téléphones cellulaires et c'est eux que Amnistie veut d'abord atteindre. En utilisant cet instrument populaire de culture de jeune, Amnistie entraîne de nouveaux jeunes activistes qui renforceront pendant longtemps son pouvoir de campagne.

Transformation de la police : former les officiers de police sur leur rôle dans la défense des droits de l'homme.

Un groupe brésilien utilise une approche de formation complète pour persuader les officiers de police de transformer leurs rapports avec les communautés dans lesquelles ils travaillent. Au Brésil, la CAPEC (Centre consultatif pour le programme de l'éducation à la citoyenneté) propose aux officiers de police une formation pour les aider à comprendre le rôle essentiel qu'ils peuvent jouer comme détenteurs des droits de l'homme. La formation, qui comprend une large variété de cours, met un accent sur les droits de l'homme de tous les citoyens, y compris ceux des droits des forces de l'ordre. Le rôle de police est transformé par ce processus, entraînant ainsi des rapports améliorés avec la communauté et un plus grand engagement civique.

La brutalité et la torture de la police sont très récurrentes au Brésil. Ce problème est accentué à cause de la faible rémunération des policiers, et la corruption rampante. Le but de CAPEC est de créer 'une sécurité interactive,' dans laquelle les efforts de sécurité publique sont planifiés et organisés avec les membres de la communauté et dans laquelle les responsabilités sont partagées, et le résultat est un maintien de l'ordre qui répond efficacement aux besoins des citoyens.

Les cours de cette formation sont repartis en trois modules de deux jours, pendant six mois. Afin que son message atteigne le plus de personnes possible, CAPEC demande aux services chargés de faire appliquer la loi de recommander des officiers qui, à la fin de leurs formations pourront partager leur expérience avec d'autres. Les membres de la communauté participent aux cours avec les officiers.

Les formations de CAPEC insistent sur l'application de la loi par les officiers ; combien leur rôle est important dans la société et comment leur travail affecte la vie des individus et des communautés. Les officiers examinent ce qu'ils croient et ressentent et ce par quoi ils se rapprochent des autres hommes. Ils s'instruisent aussi des divers avantages de sécurité interactive, y compris des conditions de maintien de l'ordre plus efficaces et plus sécurisantes pour les officiers.

Les formateurs se servent d'histoires, des métaphores et des exemples tirés des expériences des étudiants et visent à instruire plutôt qu'à juger leur comportement. Dans ce dialogue, les officiers se sentent valorisés tout en apprenant comment ils peuvent améliorer les droits de l'homme dans la communauté.

La formation de CAPEC a jusqu'ici été pratiquée dans 25 états au Brésil et avec plus de 30.000 participants, issus principalement de la police civile, des militaires, de la police

de sa Campagne Contre la Torture et encourager les gens à répondre rapidement aux actions en appel urgentes. Plus de 500 nouveaux membres ont adhéré suite au recrutement de la messagerie texte et plus de 5,000 ont répondu aux actions en appel urgentes envoyées par la messagerie texte.

La tactique a été développée en 2001, dans le cadre de Campagne d'Amnistie internationale contre la torture. Lorsqu'on avait besoin d'une action immédiate pour protéger quelqu'un contre la torture, la section néerlandaise d'Amnistie internationale envoyait un message texte aux téléphones mobiles de milliers de participants. Ces participants, qui se sont engagés pour un abonnement volontaire et libre au réseau de la campagne SMS (la messagerie texte), ont répondu à l'appel et en quelques heures, Amnistie avait recueilli des milliers de « signatures » de protestation contre un cas ou une menace de torture. L'organisation a alors envoyé ces protestations par fax ou e-mail aux autorités.

Avec un Tunisien qui avait été à la fois sujet et bénéficiaire d'une Action Urgente, Al-Netherlands a présenté la technique au cours de l'émission de télévision la plus populaire de samedi soir, atteignant ainsi 2.5 millions de personnes. Les téléspectateurs ont appris qu'une Action Urgente est résumée dans juste 160 caractères dans le message texte. Pour répondre, les gens doivent juste envoyer 'Oui' par SMS au "4777." Une minute plus tard, les participants reçoivent un autre message texte qui les remercie et leur dit combien de gens ont déjà envoyés une protestation et un dernier message les informe du résultat de la campagne, comme la libération de la personne détenue.

Bien qu'Amnistie internationale réclame rarement la responsabilité directe dans l'amélioration de la situation des gens qui figurent dans les cas d'Action Urgents, environ un tiers des cas ont eu des résultats satisfaisants: les condamnations à mort ont été commuées, les personnes « disparues » ont reparu et le lieu de détention de certaines personnes a été révélé. Les chances de torture ont donc été réduites et la probabilité de prisonniers sérieusement malades et recevant des soins médicaux a augmenté.

En plus, la campagne a persuadé beaucoup - voire des milliers - de jeunes gens à rejoindre le Réseau d'actions urgentes d'Amnistie.

Toutes les campagnes d'Amnistie envoient une réponse directe quelque part dans le monde où quelqu'un a besoin d'aide, en utilisant des actions simples auxquelles de grands nombres de personnes peuvent participer et à travers lesquelles elles estiment qu'elles font une différence. Ces campagnes instruisent aussi le public et renforcent une sensibilisation globale sur les abus de droits de l'homme tels que la torture. La campagne par SMS a suscité une réponse plus rapide pour aider la victime, tout en développant en même temps l'impact éducatif d'Amnistie dans une nouvelle région.

La campagne de message texte a plus attiré de nouveaux membres jeunes dans Amnistie que les autres campagnes et activités. Les jeunes gens sont ceux qui utilisent fréquemment

## INTRODUCTION

Une nouvelle ère des droits de l'homme a vu le jour dans le monde au cours des deux dernières décennies. Celui-ci préoccupe de plus en plus l'opinion publique internationale ainsi que le droit international. Sur le plan du droit international, de nouveaux mécanismes ont transformé notre façon de réfléchir sur la justice et sur son obtention. Au même moment, la pensée créative et l'esprit d'initiative des individus et des organismes ont changé notre manière de réfléchir sur ce qui est possible en matière des droits de l'homme – et par conséquent sur ce que nous pouvons faire.

A tous les niveaux du monde, jusque dans de petits villages, les gouvernements nationaux ainsi qu'aux niveaux élevés de la justice internationale, les gens créent et utilisent des tactiques innovatrices pour rendre leur travail plus efficace. Le Projet de Nouvelles Tactiques en Droits de l'Homme récupère ces techniques innovatrices et les partagent avec ceux qui essaient de faire avancer les droits de l'homme. Je vous invite à vous joindre à moi pour célébrer ce projet et pour faire usage de la ressource précieuse que vous tenez actuellement entre les mains.

En réfléchissant sur mon domaine de travail, j'ai découvert que de nouvelles opportunités pour obtenir la justice sont ouvertes aux victimes des plus graves abus des droits de l'homme. L'institution des tribunaux criminels internationaux pour la Yougoslavie et le Rwanda qui furent les premiers tribunaux des crimes de guerre à être créés avec le soutien total de l'opinion internationale, a ouvert de nouvelles voies pour la justice. Les équipes internationales qui travaillent pour le compte de ces tribunaux et qui viennent de plusieurs pays, traitent différemment qu'auparavant – ils votent de nouvelles lois, créent des précédents, prononcent des inculpations qui ne ressemblent pas aux inculpations prononcées dans d'autres pays. Une nouvelle tactique a été mise en place, plus puissante, à savoir, la cour internationale de justice qui pourrait désormais permettre à toute victime de crimes, d'obtenir justice partout où elle se trouve.

Nous avons utilisé une autre stratégie dans le cadre de la cour internationale de justice pour l'ex Yougoslavie : le viol est maintenant considéré comme un crime de guerre qui peut être poursuivi indépendamment, plutôt qu'un délit secondaire qui faisait partie d'autres délits. Lorsque la cour a inculpé huit officiers militaires Bosniaques et Serbes pour le viol systématique des femmes musulmanes, la manière universelle de penser aux crimes liés au genre et aux droits de l'homme a changé. Depuis lors, cette tactique a permis d'obtenir justice dans plusieurs autres cas.

Il y a dix ans, les experts judiciaires se seraient moqués d'une perspective d'inculper et d'extrader un puissant dictateur comme Augusto Pinochet. Ceci ne constituait pas une politique ouverte. A ce niveau, les auteurs de crimes barbares, se promenaient dans le monde en toute impunité. L'arrestation et l'extradition de Pinochet a changé notre manière de penser sur ce qui est possible en justice internationale. Ceci a constitué une tactique supplémentaire pour l'arsenal des droits de l'homme et on est sûr d'utiliser régulièrement dans l'avenir.

Je loue les efforts déployés par les défenseurs des droits de l'homme dans l'utilisation des tribunaux internationaux et autres forums pour attirer l'attention sur les crimes contre l'humanité partout où ils sont commis et pour réclamer à haute voix que justice soit faite. Ceci ne présente que quelques unes des nombreuses tactiques innovatrices qui sont utilisées à travers le monde pour promouvoir et protéger la dignité fondamentale de l'homme dans les sphères et contextes aussi divers que l'expérience elle-même.

Je suis fier de faire partie du Projet de nouvelles tactiques en Droits de l'Homme. Bien que ce document n'ait pas la prétention d'être un catalogue exhaustif, il constitue un recueil de cette nouvelle pensée innovatrice que nous espérons, vous sera précieux dans votre travail.

## REMERCIEMENTS

La rédaction de ce livre a été possible grâce à l'assistance, aux conseils et à l'appui de nombreux individus et organismes à travers le monde. Nous sommes reconnaissants envers les personnes et organismes mentionnés dans ce livre pour leurs initiatives et leur précieux temps qu'ils nous ont accordé en répondant à nos questions et en nous fournissant des informations concernant leur travail. Nous tenons à remercier ceux qui nous ont recommandé d'autres organismes pour nos interviews.

la sensibilisation de la campagne et augmentent sa popularité.

Les volontaires de cette liste de noms sont invités aux réunions traitant "des problèmes de la communauté," et impliquant des hommes d'âges, d'expériences, de classes sociales et de situations financières différents. Les réunions se concentrent sur le développement des solutions collaboratives, non violentes du problème de violence contre les femmes. Les ateliers supplémentaires aident les hommes à comprendre les relations de pouvoir entre les genres, à construire l'amour propre et les façons positives de s'occuper des situations internes difficiles. Beaucoup de participants ont remarqué de grands changements dans leur niveau de conscience de la violence dans la famille dans leur capacité de retenir d'autres hommes par rapport à la question. Pour beaucoup, c'était la première fois qu'ils se prononçaient sur ces questions et le résultat a été puissant.

En reconnaissant et en honorant des modèles mâles locaux, le projet 5 dans 6 est capable de communiquer avec un échantillon de modèles mâles positifs dans la communauté, en les retenant pour discuter et identifier des solutions de la violence domestique et voir que c'est une partie sous-tendante des autres problèmes faits face dans leurs communautés. Cette campagne de désignation aide à identifier "les alliés potentiels" - les gens qui se soucient d'une question particulière, mais n'y sont pas activement impliqués. Ils peuvent être non impliqués parce qu'ils ne le voient pas les affecter ou simplement parce qu'ils n'ont jamais eu l'opportunité de faire ainsi ou encore parce que la société les a traditionnellement distancés du problème.

Une fois que le Projet 5 dans 6 a identifié ces alliés passifs, il aide certains d'entre eux à devenir des alliés actifs et l'effet grandit: ces alliés actifs, à qui on donnerait les instruments et les renseignements nécessaires, parlent à d'autres hommes, créant ainsi plus d'alliés pour les droits féministes.

*Qui sont vos alliés passifs ? Quelle tactique pouvez-vous utiliser pour gagner leur soutien et leur implication ?*

Renforcer les réseaux à travers la messagerie texte: l'Utilisation de la messagerie texte pour renforcer les circonscriptions en faveur de l'action des droits de l'homme.

La technologie moderne peut être utilisée pour créer la sensibilisation sur les droits de l'homme et recruter un plus grand nombre de personnes, spécialement les jeunes, à être impliquées dans les campagnes de droits de l'homme.

Amnistie internationale - Pays-Bas utilise la technologie de la messagerie texte pour attirer de nouveaux membres - surtout les jeunes gens - à l'organisation, renforcer la sensibilisation

traditionnellement été des exclus. Les temples en Asie sont le cœur spirituel des villages et les villageois voient en des moines et des religieuses des enseignants respectés, confiants et des exemples de la façon puriste de mener une vie de Bouddhiste. Les gens sont habitués à les voir comme des modèles en matière de conduite. Cela peut ne pas être explicite dans d'autres religions ou cultures, mais beaucoup de personnes comptent sur leurs chefs religieux pour les conseiller sur la manière d'agir. Ces chefs ont le pouvoir d'entraîner de nouvelles personnes dans la promotion des droits de l'homme. Sangha Metta a maintenant traversé des barrières religieuses et conduites des ateliers et des formations à l'intention des chefs des foies chrétiennes, hindoues et Islamiques aussi.

*Comment pouvez-vous mobiliser des chefs respectés dans votre communauté ?*

*J'ai parlé aux moines à propos de ce que leur rôle pourrait être vis-à-vis du VIH/SIDA. J'ai demandé leurs idées et ai étudié des Saintes Écritures des Bouddhistes avec eux. Ils sont arrivés à une conclusion que le VIH/SIDA n'était pas simplement un problème de santé, mais aussi un problème socio-économique. Comme les chefs traditionnels et religieux dans leurs communautés, les moines ont un rôle le renforcement de leurs communautés et jouent aussi un rôle actif dans la lutte contre le VIH/SIDA.*

- Laurie Maund, Sangha Metta, la Thaïlande

Faire le porte à porte pour trouver des alliés : l'Utilisation d'une campagne de sélection pour identifier les nouveaux alliés potentiels en faveur des droits de l'homme.

La violence dans le foyer est une question qui affecte les vies d'hommes, de femmes et d'enfants, et pourtant il est souvent perçu uniquement comme un problème de femme. Un groupe en Afrique du Sud utilise une tactique unique pour faire impliquer des hommes dans la réduction de la violence dans la famille.

La Campagne de Héros Quotidienne du Projet 5 dans 6 en Afrique du Sud demande aux femmes d'identifier des hommes ayant une attitude positive envers les femmes et invite ensuite ces hommes à devenir de nouveaux avocats pour les droits féministes.

Le taux de violence contre les femmes en Afrique du Sud est le plus élevé du monde parmi tous les pays qui ne sont pas en guerre. La recherche montre qu'un homme sur six ici abuse des femmes dans sa vie. Le Projet 5 dans 6 vise les autres hommes, ceux qui n'abusent pas des femmes. Le projet a développé la campagne de Héros Quotidienne à l'intention de ces hommes et les implique dans la lutte. Les volontaires vont de maisons en maisons pour demander aux femmes des renseignements sur les hommes le bien, positifs qui vivent là. Avec les sélections envoyées aussi par courrier, plus de 50,000 réponses ont identifié «les meilleurs» pères, oncles, frères, grands-pères et amis dans le pays. Les noms et les fiches de recommandation décorent des églises locales, étendent

Kate Kelsch, Maître d'Oeuvre du Projet de Nouvelles Tactiques en Droits de l'Homme a rédigé et coordonné les premières éditions de ce livre, elle a dirigé la rédaction de la présente édition et nous a inculqué son dévouement avide pour la qualité et la précision. Tricla Cornell a rédigé et édité certaines parties du livre. Nicole Palasz a écrit les résumés tactiques, a coordonné les recherches sur les tactiques et s'est occupée de leur sélection et organisation. Nancy Pearson a développé les ressources de formation. Rachel Tschida nous a fourni l'orientation et l'expertise. Susan Everson a édité le document. Pam Arnold, Matthew Rezac et le personnel du Minneapolis College of Art and Design Works ont patiemment et habilement assuré la programmation et ont dirigé avec enthousiasme la rédaction de ce livre, du document préliminaire jusqu'au produit final. Douglas A. Johnson a conçu la vision et le cadre original du Projet de Nouvelles Tactiques sans lesquels ce livre n'aurait pas vu le jour.

Plusieurs donateurs généreux ont apporté l'assistance financière pour la conception de la vision et du contenu du livre, parmi lesquels la John D. et Catherine T. MacArthur Foundation, la Paul & Phyllis Fireman Charitable Foundation, le Sigrid Rausing Trust (jadis connu sous l'appellation de Ruben and Elisabeth Rausing Trust), le United States Institute for Peace et d'autres donateurs qui ont souhaité l'anonymat. Certains donateurs ont posé les bases solides pour ce livre à travers l'appui qu'ils ont apporté à l'implication du CVT dans d'autres éléments du Projet de Nouvelles Tactiques, à savoir, le Centre International sur les conflits non violents, le National Philanthropic Trust, l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, le Rockefeller Foundation et le Foundation's Bellagio Conference Centre en Italie, ainsi que le United States Department of State. Les partenaires du CVT dans le projet ont également reçu une assistance financière de quelques organismes.

Nous tenons à remercier également le Comité Consultatif du Projet de Nouvelles Tactiques, les membres du Groupe de Travail (une liste complète des membres du groupe se trouve à la page 24), ainsi que d'autres supporters qui ont relu et fait des commentaires sur ce livre. Leurs expériences des réalités de la lutte pour faire avancer les droits de l'homme et leurs connaissances de ce qui serait utile à des collègues à travers le monde ont guidé le développement de ce livre et continuent à guider le Projet de Nouvelles Tactiques.

Justice Richard A. Goldstone, Murat Belge, Morten Kjaerum, Sofia Macher, Kallash Satyarthi ont tous contribué à enrichir ce livre.

D'autres personnes ont aussi contribué par leurs connaissances éditoriales et analytiques dans la révision des chapitres, parmi lesquelles Susan Atwood, Tanya Cromey, Phil Deering, Basil Fernando, Barbara Freyn Deanna Gallagher, Paul Haupt, Carine Kaneza,

Salma Khan, Mark Ritchle, Liz Sevckenko et Bruce van Voorhis, ensemble avec ses collègues de la Commission asiatique de Droits de l'Homme. Paul Dalton, Clarence Dias, Liam Mahony, Paul Milne, Suzanne Miric, Boris Pustintsev, Sir Nigel Rodley, Edson Spencer et Rajesh Tandon nous ont aidé à développer la pensée qui sous-tend le présent format.

Cette édition a été bâtie sur la base solide des deux précédentes éditions. Parmi les plus de 50 volontaires qui ont aidé dans les recherches, la rédaction, la révision et la relecture de ces volumes, nous aimerions exprimer notre gratitude à Aron Cramer, Bennett Freeman, Barbara Frey, Edward Halpin, Elleen Kaufman, Morten Kjaerum, John Salzberg, Robert Shoemake, et David Welssbrodt. Phil Deering a édité la deuxième édition et Deanna Gallagher, Kenl Sato, Kathryn Weber et Wendy Weber ont rédigé les chapitres.

Tout en exprimant notre reconnaissance à toutes ces personnes et à plusieurs autres pour leur talent, leur temps, leur vision et leur générosité, nous endossons la responsabilité des omissions et erreurs contenues dans ce livre. En outre, les opinions, résultats et conclusions ou recommandations exprimés dans ce livre sont ceux du Projet de Nouvelles Tactiques et ne reflètent pas nécessairement les vues de nos sponsors.

changements significatif tant sur le plan local que mondial.

Lutter contre les stigmates sociaux : Impliquer des chefs religieux dans le modelage de la conduite vers les populations stigmatisées.

Dans beaucoup de communautés les chefs religieux tiennent des positions de grand respect et d'influence; les gens comptent sur eux pour les signaux sur la manière de se comporter et les normes morales à soutenir. Ici, les moines Bouddhiste Tibétains et les religieuses luttent contre les stigmates du VIH/SIDA en modelant la conduite envers les malades qui pourraient autrement être entièrement exclus.

Le projet de Sangha Metta forme des moines Bouddhiste, des religieuses et des novices à fournir l'assistance pratique et spirituelle aux gens atteints du VIH/SIDA et à combattre les mythes, les conceptions erronées et les stigmates entourant la maladie. Le programme existe maintenant en Thaïlande, au Cambodge, au Laos, en Birmanie, au Bhoutan, au Viêt Nam, en Chine et en Mongolie et reçoit l'aide du Fonds des Nations Unies pour l'Enfants (l'UNICEF), AusAID, l'Institut de Société Ouverte et le Projet de Birmanie.

Pendant que le VIH/SIDA est devenu épidémique dans la région de l'Asie Pacifique un manque de compréhension sur la transmission de la maladie persiste, tout comme la discrimination contre ceux qui sont infectés.

Centré sur les enseignements moraux et religieux de Bouddhisme, le projet de Sangha Metta a commencé en 1997 par les moines en Thaïlande et a été une source d'inspiration, de formation et d'assistance technique pour la mobilisation des Bouddhistes autour du SIDA. Sangha Metta organise des séminaires, des ateliers et des visites sur le SIDA aussi bien à l'intention des chefs Bouddhistes, que des chefs d'autres religions. Au cours de trois formations de tous les jours, les participants s'imprègnent de la prévention, la conscientisation, les instruments et l'aptitude à la gestion sociale pour encourager la tolérance et la compassion. Ensemble ils évaluent les problèmes de leurs communautés et les moyens possibles pour les combattre.

Les chefs Bouddhiste modèlent alors la conduite vis-à-vis des membres affectés de la communauté, mangeant, par exemple, les aliments préparés et offerts par les personnes vivant avec le VIH/SIDA. Cet acte simple, symbolique a un impact puissant sur les membres de communauté tout en affrontant leurs peurs de transmission. Les moines guident aussi la méditation pour les personnes vivant avec le VIH/SIDA, leur rendent visite dans leurs maisons, éduquent les jeunes gens sur la maladie et encadrent des enfants orphelins du VIH/SIDA.

Les moines et les religieuses travaillant avec Sangha Metta aident à persuader des membres de leurs communautés de promouvoir et respecter des droits de l'homme en modelant la conduite - l'acceptation et la tolérance pour un groupe de gens qui avaient

pour que San Francisco devienne la première ville des États-Unis à passer une loi promouvant les principes de CEDAW, discuter des normes de droits de l'homme par rapport à la discrimination et mettre sur pied des résultats basés sur des communautés mesurables, WILD pour les Droits de l'homme travaille avec les responsables gouvernementaux, les citoyens publics et les groupes de revendication basée sur la violence dans la famille, la pauvreté et les questions de santé. WILD pour les Droits de l'homme a organisé une conférence publique au cours de laquelle les membres des communautés ont été encouragés à enregistrer le témoignage personnel se rapportant aux droits de femmes et de filles et à leurs engagements à soutenir les principes de la Convention. A travers cette audition, le groupe a espéré donner aux responsables de la ville et aux membres de communauté un rôle de leadership dans le processus, en les aidant à se sentir personnellement engagés à voir les principes de la Convention soutenus partout dans la ville. Le témoignage sur la pertinence de CEDAW dans les vies de femmes locales a été présenté aux hauts responsables gouvernementaux lors d'une conférence publique à la fin de 1997. En avril 1998 la ville a passé une ordonnance exigeant aux départements de la ville de revoir les budgets, les politiques d'emploi et la fourniture de services dans le contexte de genre et des droits de l'homme et allouant des fonds pour aider les directions à mettre l'ordonnance en pratique. L'ordonnance est entrée dans une nouvelle phase en 2003.

En réponse à l'ordonnance, le gouvernement local de la ville de San Francisco a examiné les Directions de Travaux Publics, du Service de probation Juvénile et Adulte et de l'Environnement, aussi bien que la Commission du Loyer (Rent Board) et de l'Arts. Et les directions de la ville ont fait un certain nombre de changements, créant par exemple, les emplois non traditionnels pour les femmes dans le gouvernement de la ville et ajoutant plus de lampadaires dans les quartiers dangereux. WILD pour les Droits de l'homme étend maintenant sa portée et conseille des organisations dans les villes à travers les États-Unis sur la manière dont ces villes pourraient adopter les principes de CEDAW, aussi bien que ceux de la Convention sur l'Élimination de Toutes les Formes de Discrimination Raciale (CERD). Les gens qui apportent des témoignages lors des réunions publiques pourraient ne jamais avoir perçu leurs expériences du point de vue des droits de l'homme, tout comme les responsables locaux à San Francisco pourraient ne jamais avoir considéré leur travail du point de vue des obligations de droits de l'homme. Mais WILD pour les Droits de l'homme les a aidé à placer leur travail et leur expérience dans ce cadre et les a entraîné dans le mouvement de droits de l'homme. Cette tactique pourrait aider à changer une façon nationale de penser, petit à petit et entraîner finalement l'implémentation et le contrôle de normes de droits de l'homme. D'autres groupes travaillant sur une large variété de questions peuvent aussi décider que le renforcement des supporters et des circonscriptions sur le plan local peut les aider à faire plus de

## *CONSOLIDATION DES INDIVIDUS ET DES COMMUNAUTÉS.*

On peut mettre fin à des cycles de violence par les approches traditionnelles des droits de l'homme, mais un environnement de paix n'est jamais restauré sans aborder en premier lieu les effets de la répression sur les individus cibles et la communauté dans l'ensemble. Dans cette section, les tactiques ont pour objectif la guérison des individus et des communautés, initiant ainsi le dur labeur de créer des cycles d'événements positifs qui ouvrent le chemin à de futurs progrès.

L'abus qui cause préjudice à l'individu l'est aussi pour les familles et les communautés. Il peut détruire le sentiment de confiance et de sécurité, porter préjudice aux institutions et relations qui nous permettent d'y compter et nous soutenir les uns les autres. Des modèles répandus et durables d'abus- soit sous des régimes tyranniques ou pendant les périodes de conflits civils- peuvent résulter en l'existence de nombreuses populations déplacées et réfugiées et, même au sein des communautés qui restent physiquement intactes, peuvent aboutir à un traumatisme psychologique.

Les tactiques ci-dessous comprennent les moyens innovateurs de reconstruction des communautés et de renforcement des individus dont les vies ont été affectées par les abus. Elles comprennent les interventions modernes en santé mentale et les techniques de réhabilitation (même si les détails de traitement psychologique ne relèvent pas des compétences de ce guide) assez souvent jumelées aux éléments tirés des cultures traditionnelles. Il est important de souligner que la plupart sinon toutes ces techniques trouvent appui sur la communauté. Une communauté ravagée par un conflit ou une tyrannie peut sembler ne pas avoir beaucoup de ressources sur lesquelles s'appuyer. Mais admettre et consolider les ressources internes existantes- qu'elles soient des traditions culturelles ou des personnes possédant des aptitudes et des potentiels dont elles veulent mettre à profit- est essentiel à la reconstruction de cette communauté.

Les trois tactiques suivantes portent sur la guérison des communautés qui ont été transformées par un conflit civil, la torture et le déplacement. Parfois, surtout après les périodes post guerre civile et les conflits tribaux, les victimes et les auteurs des abus sont condamnés à reconstruire leurs vies ensemble, dans la même communauté. Pendant qu'il paraîtra très naturel de porter l'attention sur les besoins des victimes tout en considérant les agresseurs comme les démons, travailler avec ces derniers peut contribuer à combler d'importants besoins communautaires.

Du statut de réfugié à celui du para professionnel de santé mentale : la constitution des capacités locales des services de santé mentale portant sur les traumatismes à travers un modèle de formation accélérée.

Le Centre des Victimes de Torture (qui coordonne le projet des Nouvelles Tactiques en

Droits de l'Homme et qui a publié ce livre) aide à la reconstruction des communautés où de nombreuses personnes ont souffert de la torture ou des traumatismes causés par la guerre et ont été contraintes d'abandonner leurs domiciles.

Le Centre des Victimes de Torture (CVT) forme les réfugiés comme pairs éducateurs en Guinée et en Sierra Léone. Ceux-ci offrent des services de santé mentale à d'autres ayant connu la torture et les traumatismes de guerre, augmentant le nombre de personnes CVT peut servir en créant un cadre de para professionnels de la santé mentale qualifiés au sein des communautés où il n'existait pas avant un centre de santé mentale. Les paras professionnels exécutent la plupart des tâches des professionnels, mais dans un système de supervision.

Les guerres et les conflits civils en Afrique de l'Ouest ont touché une si grande proportion de la population et poussé de nombreuses personnes dans les camps de réfugiés, au point où une organisation internationale comme CVT n'a pas été en mesure de fournir un personnel suffisant afin de répondre aux besoins en services de santé mentale. Au contraire, CVT a décidé de puiser dans les ressources présentes dans les camps, pour finir par recruter plus de 120 réfugiés comme pairs éducateurs ou agents psychosociaux (PSAs), dans les camps en Guinée et en Sierra Léone.

Les camps de réfugiés présentent une zone concentrée de survivants ayant besoin d'assistance, et aussi un endroit idéal pour la supervision proche et prolongée de la formation nécessaire aux survivants. Beaucoup de PSAs reçoivent jusqu'à quatre ans de formation courante et de supervision quotidienne avant que le programme soit implémenté dans les communautés où les atrocités ont été commises. La formation accélérée sur le tas dans le modèle de CVT combine la psychothérapie Occidentale avec les compréhensions locales du traumatisme et de récupération. Le programme commence avec une session de formation de deux semaines, suivie de session quotidienne par mois et de session hebdomadaire par trimestre. Ces sessions portent sur la théorie du traumatisme, la psychologie générale, l'assistance et les aptitudes en communication. Les psychologues de CVT et les assistants sociaux travaillent tous les jours dans les camps, à changer les comportements et aider les PSAs à mettre en pratique leurs aptitudes. Sur le terrain, les PSAs passent dix semaines à observer les professionnels de santé mentale faciliter les thérapies de groupes, dix semaines à co-faciliter et dix semaines à aider un groupe tout seul, avec la supervision périodique. Vers la fin de leur formation, les PSAs sont bien formés aux effets du traumatisme et à l'aide à la récupération d'un traumatisme et au programme d'évaluation. Ils sont également des facilitateurs de groupe qualifiés et des communicateurs efficaces. Pour plus d'informations, voir le carnet de notes tactiques disponible à [www.newtactics.org](http://www.newtactics.org). Sous outils pour Action. Essentiellement, CVT utilise cette tactique pour aider une communauté à guérir. Les réfugiés qui se forment comme PSAs sont responsabilisés, car ils apprennent de nouvelles aptitudes et travaillent

et internationale. Le réseau et la publication permettent la sensibilisation sur le problème de racisme parmi une plus grande frange de la société polonaise, bien au-delà du jeune fan du football et du rock.

Lisez-en plus dans un bloc-notes tactique disponible à [www.newtactics.org](http://www.newtactics.org), sous les Instruments pour l'Action.

Nigdy Wiecej utilise la culture pop pour recevoir des jeunes gens - une circonscription sympathique, mais souvent non impliquée - impliqués dans le travail des droits de l'homme, mais il ne s'arrête pas aux concerts et aux sports. Dès que les gens ont exprimé l'intérêt et un engagement au volontariat, l'organisation s'assure qu'ils vont devenir plus impliqués. Les adaptations de cette tactique pourraient être utilisées pour surmonter l'apathie étendue dans une variété de situations, mais la question lui-même est importante : ce doit être quelque chose dont les jeunes gens peuvent se sentir connectés, quelque chose qui pourrait potentiellement toucher leurs propres vies.

*La seule existence de problèmes sociaux comme le racisme et la xénophobie est souvent niée par les autorités et les mass médias principaux en Pologne, comme il en est dans d'autres pays de L'Europe Centrale et de l'Est.*

- Rafal Pankowski, Nigdy Wiecej, Pologne

Faire des Droits de l'homme une affaire Locale : Passer des traités internationaux au niveau local pour avoir un impact sur la politique publique et promouvoir les normes de droits de l'homme.

TACTIQUE DU RENFORCEMENT DE LA CULTURES DES DROITS DE L'HOMME  
**[www.newtactics.org](http://www.newtactics.org)121TACTIC** RENFORCER LA CULTURE DES DROITS DE L'HOMME. Les législateurs locaux constituent une circonscription potentiellement puissante qui est rarement impliquée dans les batailles de droits de l'homme. Dans certains pays ,les responsables locaux ne sont pas habitués à penser à leur travail du point de vue des droits de l'homme; leur travail quotidien est centré autour du zonage des décisions, des permis et des budgets. L'Institut Féministe pour leadership et le Développement (WILD for Human Rights) travaille avec la collectivité locale pour aider ses responsables à voir le rôle qu'elles pourraient jouer dans la formation des politiques qui protègent les droits de l'homme. Elles engagent aussi les communautés locales, les circonscriptions où ces législateurs sont responsables. L'Institut Féministe pour le Développement du leadership pour les Droits de l'homme (WILD) a utilisé la Convention des Nations Unies pour Mettre fin à la Discrimination Contre les Femmes (CEDAW) pour plaider la cause des droits de l'homme au niveau local. En 1996, WILD pour les Droits de l'homme a commencé à plaider

crée beaucoup plus de mouvement de droits de l'homme élastique.

Les tactiques dans cette section renforcent toutes de nouvelles circonscriptions par rapport aux questions des droits de l'homme. Ils aident les individus et les groupes qui n'auraient jamais eu la chance d'être impliqués ces questions - les jeunes gens ou les législateurs locaux, par exemple - ou à ceux avec une autorité particulière dans une communauté, tel que les chefs religieux, qui ont un grand pouvoir d'influencer et d'amener les autres à s'engager.

Les jeunes contre le fascisme et le racisme : l'utilisation de la culture populaire pour amener les jeunes gens à s'engager dans les reportages de droits de l'homme.

RENFORCER LES CULTURES DES DROITS DE L'HOMME. Des groupes de discussion, des forum et des ateliers sont tous des instruments communs pour susciter la conscience sur une question et impliquer des nouveaux gens, mais ces tactiques pourraient ne pas être suffisamment dynamique pour attirer l'attention de certains groupes cibles - notamment, des jeunes gens. Une organisation en Pologne s'est focaliser sur deux façons efficaces d'atteindre des jeunes gens et tenir leur attention : la musique et les sports.

Nigdy Wiecej (Plus Jamais) utilise la culture pop pour construire un réseau de jeune antiraciste en Pologne. Aux concerts de rock et aux matches de football le groupe aide des grands nombres de jeunes gens et les rend conscients du problème. Il recrute alors certains pour rejoindre un réseau de correspondants qui surveillent et font un rapport sur les activités de groupes néo-fascistes et racistes dans leurs villes natales.

Dans le cadre de sa Musique de campagne de rock Contre le Racisme, Nigdy Wiecej organise des concerts et publie des CDs de compilation présentant des groupes pops polonais et étrangers célèbres. Aux concerts et à l'intérieur des pochettes des CDs, Nigdy Wiecej instruit l'audience sur le sérieux du problème de racisme en Pologne et demande à l'audience de devenir des agents actifs de changement social.

Les stades de football de la Pologne avaient été presque complètement dominés par une subculture xénophobe avant que Nigdy Wiecej commence avec sa campagne Boutons le Racisme hors des Stades. Dans le cadre de cette campagne, le groupe publie *Stadion*, un magazine antiraciste pour les fans de football, a sorti un CD, organise des tournois de football amateur et fournit des banderoles utilisées pendant les jeux pour signifier leur présence à d'autres groupes antiracistes locaux.

A travers ces campagnes centrées sur la jeunesse, Nigdy Wiecej a recruté un réseau de 150 correspondants volontaires qui sont tenus de faire mensuellement un rapport sur les activités racistes et xénophobes dans leurs communautés. Nigdy Wiecej recueille ces rapports, les publie dans sa propre revue mensuelle et les distribue à la presse polonaise

positivement pour leur communauté. Les gens qu'ils servent voient que quelqu'un de leur propre communauté, plutôt qu'un étranger, est à mesure de leurs apporter de l'aide. Et en même temps, les gens dans les camps reçoivent le soin de santé mentale dont ils ont besoin. Pendant que cette tactique a été appliquée ici pour aider des victimes de torture et du traumatisme de guerre, elle pourrait aussi être utilisée pour servir d'autres populations avec de nombreuses personnes profondément affectées par la violence. *Le développement d'un cadre de para professionnels dans la médecine, la santé mentale ou la santé publique jouera-t-il un rôle important dans votre travail ? Comment pourriez-vous développer cette capacité ?*

Accueil des enfants soldats de retour dans leurs communautés : une fusion des techniques de guérison européennes et traditionnelles pour la réintégration des enfants soldats dans leurs anciennes communautés.

Les enfants soldats sont des victimes, mais très souvent des auteurs des abus également. Certains ont été contraints de commettre d'horribles crimes, parfois contre leurs propres communautés et familles. Non seulement c'est un fait qui cause un terrible dommage psychologique, mais il peut rendre extrêmement difficile leur réintégration par leur familles et communautés. Au Mozambique, un groupe a fait usage d'une tactique qui requiert une bonne dose de collaboration et de confiance entre les enfants soldats, la communauté, les guérisseurs traditionnels et les psychologues. Ceci supporte l'ensemble du processus de traitement en aidant les communautés à réintégrer de nouveau leurs enfants dans la vie communautaire.

Au Mozambique, Reconstruindo a Esperança (Redonner Espoir) a associé la guérison traditionnelle à la psychologie européenne pour réintégrer les anciens enfants soldats. Des milliers d'enfants étaient utilisés comme soldats de part et d'autre par les belligérants de la dévastatrice guerre civile mozambicaine. « Les enfants soldats ont traversé d'inimaginables horreurs et ils ont vécu ces expériences à travers le prisme de la culture et les systèmes de conviction de leurs communautés. Leur guérison nécessairement devait suivre le même prisme, afin de réaliser tant la réhabilitation individuelle que la réintégration communautaire. » Déclare Lucrecia Wamba, une psychologue travaillant avec *Redonner Espoir*. L'organisation admet que ni les méthodes de guérison traditionnelle, ni la psychologie individualisée européenne seules ne suffisent pas pour aborder les besoins des enfants ou ceux de la communauté.

D'abord, *Redonner Espoir* a réalisé une enquête pour identifier les communautés éprouvant des difficultés avec le retour des enfants soldats et, ensuite pour identifier les ressources communautaires. Reconnaissant que les guérisseurs traditionnels sont souvent les premières personnes les membres de la communauté rencontrent en temps de besoins, les psychologues de l'organisation *Redonner Espoir* ont obtenu le support des leaders communautaires pour bâtir des relations avec les guérisseurs.

Au sein de la communauté, les psychologues ont examiné le rôle joué par les processus de guérison traditionnelle dans la promotion de la réconciliation et la réintégration et, ont abordé les familles pour comprendre ce dont les enfants nécessitaient. Au début, celles-ci n'avaient pas confiance en l'étranger, craignant de se voir arracher les enfants une fois de plus. Les psychologues se sont également adressés aux leaders locaux, décrivant les effets du traumatisme et demandant s'ils observaient des problèmes particuliers chez les enfants soldats de retour, et à mesure d'aborder ces problèmes. Lorsque les leaders reconnaissaient que ces problèmes continuaient, les psychologues se proposaient de travailler en collaboration avec les guérisseurs traditionnels.

Les leaders locaux ont accompagnés les psychologues en tournée auprès des guérisseurs pour encourager la coopération. Psychologues et guérisseurs se sont donc rendu compte que leurs approches pouvaient être complémentaires. Pour instaurer la confiance au sein de la communauté, *Redonner Espoir* a également eu besoin de travailler avec les communautés pour identifier les priorités matérielles et obtenir l'aide matérielle, mettant à la disposition des communautés des ressources telles le logement, l'éducation et les outils agricoles.

Le résultat était une approche intégrée à la guérison où guérisseurs et psychologues ont établi une relation de collaboration, envoyant les enfants à chacun, en vue de l'atteinte du meilleur résultat possible.

Pour plus d'informations, voir dans carnet de notes tactiques disponible à [www.newtactics.org](http://www.newtactics.org). Sous outils pour action.

Les anciens enfants soldats posent aux communautés des problèmes complexes qui ne sont pas tristement propres au Mozambique. Cette tactique pourrait s'appliquer à d'autres communautés oeuvrant à réintégrer les rescapés de la guerre, des communautés au sein desquelles les leaders et les guérisseurs traditionnels peuvent jouer des rôles significatifs et où les victimes des abus et les auteurs de ceux-ci (agresseurs) doivent vivre ensemble. Pour guérir, une communauté doit transcender l'assomption selon laquelle les auteurs des abus sont des mauvais et ne peuvent pas être réintégrés dans la société de quelle que manière positive ou significative qui soit. La rareté des ressources peut rendre difficile la mise en application de cette tactique, particulièrement si les membres de la communauté estiment que de telles ressources seraient mieux utilisées pour aider les victimes en lieu et place de ceux qui ont perpétré des abus.

Nous nous sommes rendus chez chaque guérisseur, accompagnés de la première dame de la communauté. Elle était notre passe au domicile du guérisseur. Elle est la première à prendre la parole, détaillant notre vœu d'apporter de l'aide. « Ce sont des médecins » dit-elle. « Ils sont ici pour aider. Je les ai conduit chez vous, car je pense, ils ont quelque chose à nous proposer. » Les guérisseurs nous dirons à leur tour ce qu'ils faisaient pour les enfants et ensuite nous décrivons les processus éducationnels de notre discipline,

## *INSTITUTIONS*

Chaque société gère les droits de l'homme un peu différemment, par rapport à ses propres traditions, culture et réalités économiques. Mais chaque société, peu importe ses valeurs, a besoin d'un endroit commun où les individus, les agences gouvernementales, les institutions civiques, les gens et les groupes de toutes sortes peuvent se réunir pour partager la responsabilité du bien-être collectif et ériger des règles pour une conduite et des conditions acceptables.

Nous pouvons l'appeler société civile, nous pouvons l'appeler le domaine public. C'est l'endroit où nous avons l'opportunité de construire des cultures et des institutions qui respectent des droits de l'homme. Dans certains pays - essentiellement en Occident - cet espace commun est fort, mais n'est pas entièrement exemptée de l'abus. Dans d'autres parties du monde, il existe, mais ne fait pas encore partie intégrante des vies quotidiennes des gens. Dans certaines sociétés où l'espace public est très faible; il est sur régulé par l'état, extrayant les individus qui se retirent alors et se cachent dans leurs propres vies privées, plutôt que d'être impliqués. Sans cette société civile, sans cet espace public, il n'y a aucune activité civique et les droits de l'homme deviennent une affaire arbitraire.

Mais comme vous le verrez dans ce chapitre, de plus en plus de personnes deviennent impliquées et travaillent pour faire avancer et protéger des droits de l'homme sur le plan local, à l'échelon national et dans le monde entier. Ils utilisent la nouvelle tactique pour renforcer cet espace public et construire de fortes cultures de droits de l'homme. Certains d'entre eux commencent tout petit - dans leurs propres écoles ou administrations du village ou se sont concentrés sur une question simple - mais quand les gens peuvent avec succès atteindre des buts modestes ils ont désormais l'esprit pour oser faire quelque chose de plus grand, quelque chose de mieux. Et c'est là où la nouvelle tactique peut jouer un rôle crucial, en donnant aux gens les instruments dont ils ont besoins pour franchir le pas supplémentaire.

- Murat Belge le Président de l'Assemblage de Citoyens d'Helsinki, Istanbul, Turquie

Les avocats de droits de l'homme entrent dans beaucoup de formes. S'ils s cette section est, pour la plupart, les approches à long terme, les qui renforcent la culture d *RENFORCEMENT DES CIRCONSCRIPTIONS ADMINISTRATIVES*

Les messages de droits de l'homme sont souvent destinés aux gens déjà familiers avec les questions, des gens qui en ont déjà exprimé l'intérêt et le soutien. Aider les nouveaux et les impliquer dans le travail des droits de l'homme renforce le potentiel pour une action plus efficace. Cela introduit une énergie fraîche, des idées fraîches, des ressources fraîches et des contacts frais. Plus le groupe des gens agissant comme avocats sur une question particulière est divers, plus il devra être capable de s'adapter aux changements et plus il est difficile aux abuseurs de défendre leurs actions. Une circonscription diverse et active

– le rachat. Winona LaDuke du Projet White Earth Recovery parle de réflexion stratégique, souplesse tactique et formation des alliances. *Au début de la tentative de récupération de nos terres, nous avons usé de toutes les voix de recours possibles. Nous sommes allés devant les tribunaux mais nous n'avons pas eu gain de cause. Nous sommes allés au Congrès, mais nous n'avons pas conclu une belle affaire avec cette instance. J'ai témoigné à l'ONU. Nous avons essayé tous ces mécanismes et pour finir nous avons décidé trouver un meilleur plan pour récupérer nos terres. Nous avons donc commencé un cartel domaniale. Nous achetons des terres aux vendeurs volontaires en même temps que des personnes nous faisaient des dons de terrain également. Actuellement, nous avons environ 1,700 ares. Nous cultivons quelques vieilles variétés de maïs, quelques framboises et fraises. Nous produisons aussi beaucoup de sirop d'érable. Je pense à mon travail comme le fait d'organiser par l'exemple. Je m'occupe des organisations depuis 25 ans et j'ai appris que nous avons non seulement un combat contre ce qui est faux, mais que, nous devons montrer ce qui est juste. Les gens se sont habitués à ce qui est incorrect. Même dans notre propre communauté indigène américaine, nous nous sommes habitués à être traités comme les citoyens inférieurs. Et nous nous sommes habitués à penser que nous ne pouvons pas récupérer nos terres, nous ne pouvons pas contrôler notre économie. Donc nous sommes en train de changer progressivement cette attitude et de retourner sur nos terres. Disons que vous avez un cimetière d'indigènes américains quelque part où quelqu'un fait paître ses vaches dessus. Donc vous allez discuter avec ce fermier et vous trouvez le moyen par lequel faire sauter la clôture de ce cimetière. C'est une petite approche, pas une macro approche. Pensez-y comme de très petits cailloux qui font de grandes vagues dans l'étang. En même temps que vous vous occupiez de très petits problèmes, vous devez avoir vos yeux ouverts sur des plus importants. Vous devez être très informés de ce qui se passe politiquement. Et, quelquefois, pour satisfaire les besoins de votre communauté il peut vous arriver de nouer des alliances avec des personnes dont vous n'avez jamais cru devoir travailler avec elles. Nous qui travaillons sur les problèmes des droits indigènes aux Etats-Unis y sommes depuis longtemps. Nous avons beaucoup d'expérience en analyse de politique nationale et nous avons noué des alliances stratégiques non seulement avec d'autres peuples indigènes, mais aussi avec des pourvoyeurs de soins de santé et des environnementalistes. En ce moment nous essayons de former une alliance sur les aliments organiques. Nous sommes chanceux d'avoir l'expérience qui est la nôtre, mais cela ne signifie pas que nous sommes victorieux. Tout simplement que nous sommes au fait de notre situation.*

**RENFORCEMENT DES CULTURES DE DROITS DE L'HOMME ET DES**

focalisant sur les enfants, et la communauté dans l'ensemble. Nous avons ressenti la possibilité de travailler ensemble. Si les guérisseurs peuvent d'abord chasser les mauvais esprits (les exorciser), alors les enfants peuvent donc nous être envoyé et nous pouvons les aider à grandir comme des hommes et des femmes.

Lucrecia Wamba, *Redonner Espoir*, Mozambique.

Cercle de conciliation: impliquer la communauté dans la recherche des sanctions contre les agresseurs et aider à leurs réhabilitations.

Rarement victimes et agresseurs ont eu l'opportunité de se mettre ensemble et discuter d'un crime de manière à permettre à la communauté aussi bien de soigner que de prévenir de futures agressions. Dans certaines communautés aux Etats-Unis et au Canada, une tradition qui a existé pendant des siècles est en cours d'adaptation pour traiter des questions de justice contemporaine.

Les cercles de négociation utilisent les rituels et les structures du cercle traditionnel pour créer un espace respectueux au sein duquel tous les membres intéressés de la communauté- victimes et leurs supporteurs, agresseurs et leurs supporteurs, le magistrat, le procureur de la république, l'avocat, la police et les employés de justice- peuvent parler ouvertement dans une tentative commune de comprendre un crime, d'identifier ce dont on a besoin pour soigner toutes les parties touchées et prévenir les occurrences futures. Ces cercles sont faits sur le modèle de la tradition des cercles de discussion, familiers chez les peuples indigènes d'Amérique du Nord, où un objet dénommé pièce de négociation passe d'une personne à l'autre autour d'un cercle en organisant la conversation. Les cercles de négociation sont des processus guidés par la communauté et travaillent en partenariat avec le système de justice criminelle. Typiquement, ils intègrent une procédure à plusieurs étapes comprenant une demande par l'agresseur au processus du cercle, un cercle de guérison tant pour la victime que l'agresseur, un lieu de sanction pour arriver à un consensus sur les éléments d'un accord de sentence, et un lieu de suivi pour « monitorer » le progrès de l'agresseur. Le plan de sanction peut incorporer les engagements pris par le système, la communauté et les membres de la famille et par l'agresseur. Pendant les rassemblements du cercle, les participants s'asseyent à la ronde sans table ou autres meubles. Les cercles sont facilités par des « gardiens », assez souvent des membres formés de la communauté, qui sont responsables de créer un ton de respect et d'espoir qui supporte et honore chaque participant. Ceux-ci peuvent seulement prendre la parole qu'en tenant la pièce de négociation ; qui fait le tour en suivant le sens de rotation des aiguilles d'une montre, afin de donner à chaque participant la possibilité de s'exprimer. Etant donné qu'elle désigne qui a la parole et qui écoutera, la pièce de négociation réduit le rôle du facilitateur et éloigne les interruptions. Elle donne aussi voie aux idées des participants qui trouveront difficile de s'insérer dans le processus habituel de dialogue.

Chaque participant est appelé à apporter du sien dans la compréhension du problème et proposer de possibles solutions.

Pour commencer, le processus peut impliquer des cercles distincts pour la victime et l'agresseur, où les participants déterminent un plan d'action pour aborder les problèmes soulevés dans le processus. Par consensus, le cercle peut décider de la sanction de l'agresseur et peut également stipuler les responsabilités des membres de la communauté et des responsables judiciaires. Après le processus du cercle, les communications régulières et les vérifications sont utilisées pour évaluer le progrès et modifier les accords à mesure que changent les conditions.

Les cercles de négociation sont un moyen par lequel les gens d'horizons divers peuvent se mettre ensemble pour tenir de sérieuses conversations au sujet des conflits, des douleurs et des colères tout en ménageant de l'espace pour honorer la présence et la dignité de chaque participant. Outre supporter les victimes et assister les agresseurs à changer leur vie, les cercles de négociation sont également utilisés pour trouver des plans pour les familles en crise, résoudre des conflits au sein des écoles et aux lieux de travail et servir de pont entre les générations et les cultures.

*Les cercles ne sont pas indiqués pour tous les agresseurs. Le lien de l'agresseur à la Communauté, la sincérité et la nature des efforts de l'agresseur à guérir, l'apport des victimes et la dédicace du groupe de soutien de l'agresseur, déterminent de prime abord si le cas est indiqué au processus du cercle. Etant donné que les communautés changent dans leur santé et leur capacité à gérer constructivement les différends ou les conflits, le système de justice officielle fait partie des cercles de sanctions communautaires afin de protéger en même temps les victimes et les agresseurs des réponses communautaires inappropriées ou déséquilibrées du pouvoir.* - Kay Pranis, formateur en cercle, Etats-Unis

Les témoignages en ligne : création d'un espace sur Internet pour permettre aux anciens enfants soldats de partager leurs expériences et développer des nouvelles aptitudes.

Les nouvelles technologies offrent une opportunité prendre conscience au sujet de la violation des droits de l'homme. Inauguré en 2000, le projet enfants soldats du réseau d'Education Internationale et de ressources au Sierra Leone (iEarn S L) a créé un site web où d'anciens enfants soldats peuvent se raconter leurs histoires. Le site web [www.childsoldiers.org](http://www.childsoldiers.org) porte les récits, poèmes œuvres d'art et les voix d'anciens enfants soldats et propose un forum de discussion en ligne.

iEarn S L visite les écoles, les hôpitaux et les camps, diffuse les communiqués radio et publie les articles de journaux pour informer les enfants soldats de l'existence du projet. Les participants sont formés à la lecture et à l'écriture, l'informatique de base. Des infirmiers volontaires et des psychiatres leur donnent des conseils sur les traumatismes

Sud a mené une revendication des terres où en fin de compte, les populations ont retrouvé aussi bien la propriété que la dignité qu'elles ont perdue sous l'apartheid. District Six Museum continue d'être un espace où les gens peuvent recueillir, disséminer et échanger des souvenirs du quartier et reste aussi activement impliqués dans la promotion du dialogue civique au sujet des villes humaines en Afrique du Sud. En 1966, à la suite du Group Areas Act, District Six, le quartier où régnait l'intégration raciale à Cape Town a été rasé pour faire place au développement de nouvelles structures « réservé aux blancs », mais aucune construction ne s'en suivit. Les seuls bâtiments laissés étaient des maisons de vénération. Comme partie d'une campagne pour défendre les terres et l'intégrité de communauté, un groupe d'anciens résidents a organisé une exposition avec une carte l'ancien quartier comme pièce principale. Ils ont revêtu le sol d'une église Méthodiste avec une carte détaillée de leur quartier détruit et ont invité leurs voisins à y placer leurs maisons, rues, magasins et espaces communautaires. Ce projet de cartographie de souvenirs est devenu la base pour les revendications de récupération des terres. Le musée a organisé et a accueilli une des Cours de justice sur les terres, où les gens pouvaient déposer les plaintes officielles pour revendiquer leurs terres ou celles de leurs familles. D'anciens résidents se sont assis dans les chaises directement sur la carte de leur ancien quartier, comme le tribunal leur a redonné, selon les propos d'un résident, « nos terres, nos maisons, notre dignité. » Depuis, le musée a organisé des expositions sur les histoires de plus petites communautés voisines détruites sous le Group Areas Act, y compris Kirstenbosch et Two Rivers, pour faire écho et soutenir leur revendication des terres encore non résolue. District Six Museum cherche à fournir un processus durable de guérison personnelle et de réconciliation, aussi bien que promouvoir une culture démocratique et des droits de l'homme durable dans quartier. Ses programmes maintiennent vivants les souvenirs d'enlèvements et les transmettent aux nouvelles générations. La mémoire collective du passé renforce en retour les efforts de prévention de ségrégation, le déplacement et autres abus de démocratie dans l'avenir. Dans les années à venir, d'anciens résidents de District Six commenceront à regagner le quartier pour réclamer leurs terres et reconstruire. La Coalition internationale des Sites Historiques de Conscience, dont District Six Museum est un membre, peut suggérer des façons créatrices d'utiliser l'histoire et les sites où cette histoire a été vécue pour aborder les problèmes et les défis actuels des droits de l'homme.

Des actions pour obtenir justice. Obtenir justice est possible longtemps après que les abus aient eu lieu. Des communautés indigènes aux États-Unis et d'autres pays ont travaillé pendant des décennies pour reprendre possession de leur terre natale par les tribunaux et le législatif. Le Projet White Earth Recovery dans l'Etat du Minnesota aux Etats-Unis a décidé de restituer les terres et l'héritage des peuples Anishinaabe en procédant autrement

militaire en Argentine (1976-1983). Alors commence le pre-escrache. Ils parlent aux unions locales, bibliothèques et autres organisations sociales qui travaillent dans le quartier où vit l'auteur. Ils distribuent des brochures et organisent des conférences informelles dans le quartier et dans les écoles. Le but du pre-escrache est d'impliquer la communauté, dont la participation est capitale au succès de la tactique. Le jour de l'escrache, les manifestants se rassemblent dans un lieu public près de la maison de la cible, lisent des discours condamnant l'individu et décrivant ses crimes. Ils postent des brochures sur les murs avec la photo de la personne, le nom, "adresse, le numéro de téléphone et la biographie. Divers autres actions peut être prises quand c'est approprié. Une variante de l'escrache c'est l'escrache-movil, une manifestation mobile qui vise plus d'un auteur des abus, généralement dans un seul quartier. H.I.J.O.S a la représentation légale qui intervient dans la résolution de tout problème qui pourrait les opposer à la police ou les anti manifestations, mais la clé à l'accomplissement de son objectif sans conflit c'est d'impliquer autant de personnes que possibles dans les manifestations. A la fin de l'escrache, l'efficacité de la tactique demeure entre les mains des voisins de la cible. Quelquefois la réponse chancelle. Il y a des exemples de magasins ou de bars qui se ferment et se vident quand entre un auteur des abus. Quelques auteurs des abus qui ont été visés ont dû abandonner de leurs propres maisons à cause du rejet social. Même si les lois d'amnistie ont rendu difficile la poursuite de certains auteurs, H.I.J.O.S déjoue les systèmes politiques et juridiques pour encourager une sorte d'ostracisme social, à travers l'humour, le théâtre et autres manifestations créatrices. Cette tactique comporte quelques risques sérieux. Ceux qui utilisent cette tactique doivent être certains qu'ils ciblent les véritables coupables et que les manifestations ne sont pas utilisées à des fins politiques. Les organisateurs de grandes manifestations portant sur des sujets émotionnels doivent mettre en place des mécanismes pour empêcher les événements de tourner en violence. Dans certaines situations, les actions comme celles-ci pourraient tourner les gens dans la communauté contre les manifestants, dans la mesure où ils ne souhaiteraient pas vivre des troubles de cette nature dans leur quartier. *Comment pourriez-vous avoir recours au pouvoir d'une communauté entière pour condamner un abus ou un auteur des abus?*

Reconstruction d'un quartier : porter sur une carte des histoires personnelles et unir les souvenirs en vue de la reconquête d'une place dans l'histoire et la récupération des terres perdues. Les régimes dictatoriaux ont souvent contraint les populations à l'abandon de leurs maisons, délocalisé des communautés entières et confisqué des terres et des biens. Les puissances coloniales tout comme les nouvelles sociétés ont empiété sur des terres natales. Retourner ces biens à leurs anciens propriétaires peut être un défi et exige que leurs limites soient identifiées et délimitées de façon positive. District Six Museum en Afrique du Sud relève ce défi d'une façon innovatrice. District Six Museum en Afrique du

Une fois que les participants deviennent aptes en informatique, ils utilisent le site web pour partager leurs pensées et expériences. Les galeries des comptes d'anciens enfants soldats, des dessins et des voix ont suscité le soutien et la solidarité des personnes à travers le monde. Un forum interactif permet aux participants de discuter et de débattre avec de pauvres anciens enfants soldats. Ils gagnent en confiance et apprennent des aptitudes qui leur facilitent la création d'un espace pour eux dans la communauté. A ce jour, plus de 200 enfants soldats ont pris part au projet.

Cette tactique utilise Internet pour aider un groupe de victimes éparpillées de partager leurs histoires et établir un contact mutuel, et peut être utilisée dans d'autres cas où les victimes des abus sont dispersées ou dans les où, les minorités cibles (ex : les handicapés ou homosexuels) ne peuvent pas parler de leurs expériences facilement dans leurs communautés. Internet peut créer un espace de sécurité pour ces personnes afin qu'elles se connectent à d'autres qui comprendront. Toutefois, il n'est pas toujours possible de garantir l'anonymat ou la sécurité des informations personnelles sur Internet.

Cette tactique requiert une infrastructure technologique appropriée, mais en réussissant en Sierra Léone, un pays détruit par la guerre, classé l'un des plus pauvres du monde, l'iEarn a montré que cet obstacle est surmontable.

*Comment pouvez-vous amener les gens à raconter leurs propres histoires ?*

*Les enfants, dont certains sont doués dans diverses formes d'art, sont à mesure de découvrir leur talent, ce qui leur fait croire en l'amélioration de leur vie. Leurs chansons œuvres d'art et musique et les nombreuses réponses qu'ils reçoivent des pairs, deviennent un catalyseur pour la justice sociale et le changement positif. Andrew Benson Greene, childsoldiers.org. Sierra Leone Child soldier*

Redonner espoir aux enfants : éloigner les enfants de la violence par l'organisation des colonies de vacances.

En Cisjordanie, un groupe étudie le problème du traumatisme chez les enfants sous occupation en leur offrant une chance de se connecter à d'autres vivant dans un environnement de paix. Le Centre de Traitement et de Réhabilitation des Victimes de la Torture à Ramallah en Cisjordanie organise une colonie de vacances pour réhabiliter les enfants traumatisés. La colonie propose des activités récréatives, d'art et de réhabilitation dont le but est d'aider les enfants à se supporter mutuellement et examiner leur traumatismes et angoisses personnels.

L'armée israélienne occupe la Cisjordanie depuis 1967 et la violence en cours dans la région a psychologiquement touché la population palestinienne toute entière, résultant en une culture dominée par la violence. Nés dans des conditions de vie faites d'oppression et de stress, la plupart des enfants de Cisjordanie ont vécu des atrocités.

Le TRC a établi une colonie de vacances pour soulager certaines des difficultés auxquelles

font face ces enfants et offrir une structure pour les soins de réhabilitation. Le TRC étend les colonies dans les villages voisins, les camps de réfugiés et chez ses clients. La plupart des enfants choisis (environ 60-70) présentent des symptômes d'angoisse, de dépression ou de solitude pour avoir été exposés au traumatisme, plusieurs ont vécu la mort ou la torture des membres de leurs familles.

La colonie se regroupe quotidiennement 4 à 5 heures pour une durée de trois à quatre semaines. Il existe un service de transport aller et retour de la colonie, et assez souvent, elle est située tout près de la zone de résidence des enfants y prenant part, ceux-ci sont repartis par groupes en fonction du degré ou du type de traumatisme dont ils ont été victime. Chaque enfant a un mentor pour l'assister, l'écouter, le conseiller et l'intégrer dans le groupe d'autres enfants. Chaque enfant a aussi droit de consulter un psychiatre, un psychologue et un travailleur du social. Le premier et le dernier jour de la colonie sont habituellement consacrés aux projets tels le dessin, l'œuvre d'art et le sport. Le reste des jours est tourné vers le travail de groupe, tel la dynamique de groupe et le conseil, le jeu et la thérapie par l'art. Les rapports médicaux et de comportement sont gardés, dans l'optique d'évaluer l'impact de la colonie sur chaque enfant.

Sur la base des fiches d'évaluation remplies par les parents et les conseillers, beaucoup d'enfants partent de la colonie avec moins de symptômes d'angoisse, moins de comportement violents et un grand esprit d'ouverture et sont mieux intégrés dans leurs communautés. Au cours des projets de dessin, on demande aux enfants de reproduire des images représentant leurs environnements et leurs espoirs du futur. Assez souvent, les premiers dessins sont de tristes images ou couleurs. Cependant, les derniers montrent un changement en attitude et espoir au sujet du futur.

La colonie offre une chance aux enfants de sortir de leur violence quotidienne et explorer différentes manières de traiter du problème du traumatisme sans user de la violence eux-mêmes, la colonie est aussi un moyen pour les enfants de se libérer, un lieu où ils peuvent venir s'exprimer à travers le jeu et l'art en recevant en même temps des services de réhabilitation

Appropriation locale de l'histoire : documentation du témoignage oral pour laisser une histoire écrite dans les communautés isolées pour aider ses populations à comprendre la portée complète des crimes de guerre endurés dans leur pays. L'histoire est traditionnellement écrite par ceux au pouvoir. Les victimes des abus – qu'ils soient de pauvres communautés ou des civils attrapés au milieu d'une guerre civile - ont rarement leur mot à dire, même à la fin des abus. Un groupe au Guatemala amène les communautés isolées ravagées par la guerre dans un processus d'écriture d'histoire de la guerre. Le résultat concret du travail était un rapport écrit, mais la création du rapport a commencé un processus de réconciliation au niveau local et a permis aux gens qui seraient autrement

nation afin de construire un meilleur avenir. Beaucoup de tortionnaires de l'ère communiste de la Roumanie ont échappé en toute impunité et certains occupent maintenant des positions d'influence dans la société. Les victimes font face à une société dans laquelle les forces substantielles préféreraient oublier le passé - et ses victimes - plutôt apprennent à partir de ce passé pour construire un engagement civil plus ancré à la démocratie et aux droits de l'homme. ICAR a d'abord cherché à gagner la confiance des victimes, travaillant avec l'Association roumaine d'Anciens Prisonniers Politiques, alors identifiés les besoins non rencontrés du groupe, en incluant l'approche pour s'approprier des soins médicaux et financière et un soutien législatif. Rencontrer ces objectifs, ICAR a visé entre autres, les fonctionnaires, les professionnels médicaux et officiels, en ville, les agences municipales et publiques, comme le Ministère de la Santé, fournir des services professionnels. ICAR a aussi créé des alliances avec d'autres petites organisations de société civiles, les mass médias et le Conseil international de Réhabilitation pour les Victimes de Torture (IRCT) au Danemark. Il a pris dix ans, mais ICAR a persuadé le gouvernement de la Roumanie d'admettre sa responsabilité à ceux qui avaient souffert entre les mains de l'ancien régime. Pour plus d'informations voir carnet de notes tactiques disponible à [www.newtactics.org](http://www.newtactics.org), sous outils pour Action. Le succès d'ICAR était remporté de haute lutte et a dépendu en la grande partie de la transition politique que la Roumanie subissait en ce temps-là. ICAR a reconnu et utilisé ses connexions pour profiter, cette ouverture politique. De nouvelles lois et la société nouvellement ouverte ont aussi permis aux victimes d'organiser sans peur de représailles. La tactique d'ICAR a servi le double but de compenser des victimes et mettre fin à l'impunité gouvernementale. EN LIGNE *Comment pourriez-vous commencer à retenir le gouvernement pour investir des ressources dans l'établissement des services aux victimes ?*

Démasquer les auteurs des abus : dénigrer Publiquement les auteurs des abus par des manifestations orientées. Quand on accorde de l'impunité aux auteurs des abus conformément à la loi ou de facto, ils peuvent continuer à mener des vies relativement anonymes - quelquefois dans les mêmes communautés que leurs victimes. Un groupe en Argentine a pris la décision suivante ; même si les auteurs ne peuvent pas être poursuivis devant les tribunaux, ils peuvent être dénoncés - ou «démascarés» - au grand public. Hijos por la Identidad y la Justicia contra el Olvido y el Silencio (Enfants pour l'Identité et la Justice Contre l'oubli et le Silence, ou H.I.J.O.S) organise des manifestations orientées devant les maisons des personnes qui ont été identifiées comme les auteurs des abus des droits de l'homme. Ces manifestations, appelées escraches ("unmaskings"), exposent publiquement l'auteur des abus et permettent aux communautés d'exprimer leur condamnation morale. H.I.J.O.S., dont les membres sont surtout des enfants des disparus, commence par identifier quelqu'un individu qui a mené la répression sous le gouvernement

de l'adoption de la loi d'impunité, de recueillir les signatures de 25 pour cent de citoyens qui qualifiés pour voter. La réunion d'un quart des signatures de la population a exigé une organisation gigantesque et aussi le rôle étendu des volontaires, dont la plupart sont venus des mouvements féministes. Organiser les participants a posé un grand défi. Par exemple, pendant toute une journée lors de la campagne nationale, les organisateurs ont coordonné les efforts de 9,000 brigadistas, ou collectionneurs volontaires de signature. Dans cette entreprise massive, ils ont utilisé des ordinateurs et des tableurs pour présenter sous forme de tableau les signatures. Après l'obtention et soumission des signatures au gouvernement, CNR a publiquement défendu leur validité devant le comité de révision électoral. Tout au long du processus de collecte et soumission des signatures, CNR s'est servi du peuple pour combattre la lourde opposition gouvernementale et des mass médias. Il a distribué des bannières suspendues et des posters et a tenu des rassemblements, des festivals de musique et des courses de vélo. Bien que le référendum ait été perdu de justesse, le travail de CNR a créé un nouvel instrument avec lequel former la démocratie Uruguayenne. Un sur trois Uruguayens a été visité personnellement par les brigadistas pendant la campagne et huit référendums plus populaires ont depuis été essayés. Les brigadistas et les chefs à CNR ont continué à jouer un rôle dans la politique. Le CNR n'a pas atteint son but ultime de renverser la loi accordant l'impunité, mais il a vraiment mobilisé la société civile en Uruguay d'une façon sans précédent et a fait de l'impunité un problème national. Les visites des brigadistas ont conscientisé à la base un nombre extraordinaire de gens et beaucoup d'autres furent informés par les médias. Les dispositions juridiques comme le pouvoir de référendum peu utilisé en Uruguay ne sont pas disponibles dans chaque pays. Les signatures peuvent toujours être recueillies sur des pétitions, pourtant, comme canal de prise de conscience publique et d'une déclaration à l'endroit du gouvernement que le public est insatisfait avec les politiques gouvernementales.

Assumer les responsabilités pour le passé Mobilisation des ressources publiques pour un groupe socialement marginalisé. Identifier et, si possible, punir les auteurs des abus n'est qu'une partie de l'équation. Dans la recherche des réparations aux abus des droits de l'homme, certains groupes optent pour la compensation des victimes, souvent sous la forme de traitement financier, la compensation ou la restitution des biens confisqués. Pour réussir les groupes doivent souvent forcer le gouvernement au pouvoir à admettre sa part dans l'abus et prendre la responsabilité pour compenser des victimes ou les aider à obtenir le traitement. La Fondation ICAR en Roumanie a fait pression sur le gouvernement pour aider à fournir, d'abord, les lieux physiques pour les centres de traitement de torture et, deuxièmement, le droit de libérer la médecine et à la couverture assurance pour les soins spécialisés et les services exigés par les survivants de la torture. La tactique d'ICAR fait partie d'une stratégie de persuader le gouvernement d'être responsable du passé de la

restés silencieux de s'exprimer. Comme partie du projet REMHI en cours (Récupération de la Mémoire Historique), plusieurs diocèses de l'Église catholique au Guatemala ont mobilisé leurs membres pour recueillir des témoignages des victimes de violence d'Etat. Ces témoignages ont été compilés dans un rapport utilisé pour rendre cette histoire aux communautés affectées et aux individus. Pendant les 36 ans de la guerre civile de Guatemala, presque 200,000 personnes ont été tuées, ont disparu ou ont subi d'autres abus de droits de l'homme, essentiellement par les forces de sécurité de l'Etat. Le Projet REMHI a commencé en 1994, un an avant les Accords de Paix 1995, comme une initiative du bureau des Droits de l'homme de l'Archevêque du Guatemala, sous la direction de l'Archevêque Juan Gerardi. Pendant qu'une commission de vérité a été définie comme partie d'un premier Accord de Paix, elle n'avait pas été établie et l'église a estimé que la commission serait incapable de satisfaire les attentes en raison des divisions profondes et du degré de violence subie par la société. REMHI a donc décidé d'utiliser la structure de l'église et de l'énorme réseau des gens associés à cela pour ouvrir un espace pour le dialogue sur la violence et faciliter le travail d'une future commission de vérité. L'église a annoncé le projet par les posters et les spots radio. Chaque paroisse participant a nommé deux paroissiens comme "facilitateurs de réconciliation." L'approche REMHI a différé d'autres efforts de réconciliation dans sa mobilisation des individus à la base, surtout les victimes de violence, qui exerçaient souvent les fonctions des facilitateurs. À travers le pays, près de 800 facilitateurs ont recueilli et analysé des témoignages de 5,000-7,000 personnes qui ont subi la violence, la torture ou la perte d'un membre de famille. Parce que la violence était en cours, la collection des témoignages a été réalisée au grand risque de l'église et de ses membres. L'analyse des témoignages a démontré que les forces de sécurité d'Etat étaient responsables de la plupart des abus des droits de l'homme pendant la guerre. Le rapport final, *Guatemala : plus Jamais*, a été publié en quatre volumes et présenté au public le 24 avril 1998. Tragiquement, l'Archevêque Gerardi a été assassiné deux jours après la publication du rapport ; le personnel militaire était plus tard condamné pour sa mort. En dépit de la mort de l'Archevêque, beaucoup des mêmes facilitateurs ont continué le projet. Ils ont présenté aux communautés participantes des résultats du projet, en aidant à placer l'expérience individuelle et communautaire dans un contexte historique national. Quand les traductions sont devenues disponibles en langues locales, on donnait aux participants des copies d'une version vulgarisée du rapport, à lire à haute voix dans les discussions de groupe. Du rapport, ils apprennent que ce qui leur est arrivé n'était pas leur faute et qu'il est arrivé à beaucoup à travers tout le pays. Les facilitateurs ont aussi aidé des communautés dans leurs efforts de réconciliation, en contribuant à la construction d'une culture de paix en promouvant des méthodes non violentes de résoudre le conflit. Ce processus s'est produit ensemble avec les exhumations et le ré enterrement en cours des victimes, qui font une partie importante du processus

curatif dans la culture maya. REMHI a aussi contribué au travail de la commission guatémaltèque de Vérité (Commission pour la clarification Historique), en soutenant des témoins et la participation d'organisations communautaires et en fournissant les témoignages. La tactique de REMHI pourrait être utilisée pour faciliter ou contribuer au travail d'une commission de vérité dans d'autres pays, ou pourrait être utilisée dans les situations où aucune commission de vérité n'existe, ou où ceux les plus affectés par les abus des droits de l'homme ne peuvent pas participer aux processus comme les commissions et les litiges. Au Guatemala cette tactique a été largement efficace grâce à la structure institutionnelle étendue et de la portée de l'Église catholique. Sans la préexistence du réseau de fidèles, il serait difficile pour recueillir des histoires personnelles sur cette échelle. Le financement est aussi nécessaire; au Guatemala, les ressources financières ont été limitées et le travail a été distribué parmi les diocèses individuels. Cette tactique peut être risquée. Beaucoup de violeurs des droits de l'homme restent dans les positions d'autorité dans l'armée et le gouvernement et l'armée et les paramilitaires ont répondu par des menaces et même des assassinats de ceux associés au projet. *Comment les gens dans les communautés locales peuvent-ils être activement engagés dans votre processus de réconciliation ?*

*Demande de réparation* Quand un grand mal a été fait, est-il jamais possible de compenser les victimes à juste titre ou correctement ? Punir les auteurs des abus guérit-il les blessures de victimes ou prévient-il l'abus futur ? Les cours de justice peuvent-elles changer le vrai en faux ? Assez d'argent peut-il être donné pour compenser les abus ? Voici des questions difficiles dont la communauté internationale essaie constamment de répondre. La tactique dans cette section cherche à apporter une forme de justice après que les abus des droits de l'homme soient commis, soit en cherchant la punition pour les auteurs, ou la compensation pour les victimes, ou en démolissant des structures culturelles et institutionnelles qui protègent des auteurs. Les cas juridiques contre les sérieux abus des droits de l'homme - ceux-là qui ont commis des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité - peuvent être des affaires ardues. Ils exigent qu'une constellation de facteurs s'accordent parfaitement. Les structures juridiques nationales ou internationales appropriées doivent exister, aussi bien que les traités ou les lois; il doit y avoir de l'évidence; il doit y avoir une façon de concevoir l'accusé et l'amener physiquement au tribunal; souvent il existe des traités d'extradition et des mécanismes pour cela. Quand ces cas se produisent vraiment ils sont extraordinaires, encore il y a aussi beaucoup à apprendre de ces cas, la valeur des conventions internationales, traités et structures juridiques et rôle de la

La majorité des plaintes qu'elle reçoit sont contre la police, même si la Commission a aussi recommandé des dédommagements pour les victimes des abus par le personnel de forces armées et les militaires. Les plaintes contre les abus proviennent des activistes et des sources des mass médias et même des victimes ou de leurs parents. Les plaintes simples comprennent les abus physiques, le harcèlement d'individus ou des familles, l'abandon des procédures concernant le traitement de femmes, la négligence pendant dans la détention, la détention illégale et la torture. La Commission reçoit aussi des plaintes rattachées au travail des enfants, le travail forcé et les violations des droits des membres vulnérables de société, comme les enfants, les femmes, des castes infirmes, et les tribus, les réfugiés, les minorités et autres. Quand une plainte est reçue, la Commission demande un rapport d'enquête ou instruit sa division d'investigation à examiner le cas. S'il est vérifié, la Commission écrit un rapport contre le gouvernement de l'Etat où la violation s'est produite. Le rapport inclut des recommandations pour la compensation financière aux victimes et pour la sanction disciplinaire contre les auteurs. L'Etat impliqué est libre de récupérer la le montant de la compensation du fonctionnaire qui a commis les violations. La Commission publie des détails de cas importants dans sa circulaire mensuelle, Droits de l'homme et dans ses rapports annuels. Les mass médias couvrent aussi de grands cas. Les paquets de compensation aident les victimes et leurs familles à reconstruire leurs vies seulement si les récompenses sont substantielles; en plus, il faut prendre des dispositions pour s'assurer que cette tactique ne détourne pas l'attention des autres réformes. En dépit de ces difficultés, pourtant, le travail de ces commissions a vraiment le bénéfice de conscientiser les responsables sur les conséquences de leurs actions et abus d'où la prévention des abus futurs. La création d'une commission comme celle-ci exige le soutien substantiel des dirigeants et la communauté ou les campagnes publicitaires sont nécessaires pour s'assurer que les victimes et leurs familles savent qu'ils peuvent utiliser ce recours sans peur de châtement *Comment pouvez-vous commencer à tenir pour responsables les agences gouvernementales et les persuader de soutenir votre cause ?*

Mobilisation contre l'impunité : sensibilisation publique sur l'impunité par un référendum ou pétition organisée. Quelquefois, les instruments légaux et gouvernementaux existent mais le public les ignore ou ne sait pas comment les rendre utiles. Un groupe en Uruguay a organisé un effort public remarquable pour que les auteurs des abus ne partent pas impunis. En utilisant une disposition constitutionnelle qui n'avait jamais été invoquée, Comisión Nacional Pro-Referendum (CNR) a organisé un référendum en Uruguay, pour que le public puisse voter sur la décision du Congrès d'accorder l'impunité aux auteurs des abus des droits de l'homme employé par les militaires. Pour adresser une pétition au gouvernement d'organiser un référendum populaire, CNR, a eu besoin, à moins d'un an

et objectif et son profile doit correspondre à cette personne qui a connu la discrimination autant que possible. Dans le choix des contrôleurs, NEKI évalue aussi si chaque individu ferait un témoin crédible pendant les cas juridiques. Comme les litiges peuvent durer plusieurs années, les contrôleurs doivent aussi être disposés à rester en contact avec le programme pour une période prolongée. Quand NEKI reçoit une plainte, les membres du personnel évaluent le cas et, s'ils décident de le poursuivre, envoient des contrôleurs à l'endroit allégué de la discrimination. Si l'allégation concerne l'emploi, par exemple, la démonstration sera d'envoyer un Roma et une personne non-Roma avec les caractéristiques semblables et qualifications, avec l'ethnie comme leur seule différence importante. Ils sont envoyés aux intervalles espacés le même jour pour demander un emploi et les contrôleurs prennent des mesures comparables pour faire comprendre les comparaisons. Les contrôleurs enregistrent leurs expériences sur formes d'attribution immédiatement après que l'épreuve, expose en détail des questions à demander au cours de l'entretien, le traitement du candidat et de la manière dans laquelle l'emploi été décrit, par ex. salaires et bénéfices. L'avocat évalue alors si en effet le traitement différentiel est survenu. Ces renseignements sont souvent utilisés pour soutenir des victimes dans des procès. Dès 2002, NEKI a utilisé la tactique de démonstration quinze fois. Dans trois cas, il n'était pas possible d'accomplir l'épreuve. Des douze épreuves accomplies cinq n'ont pas produit d'évidence de discrimination systématique. La conservation de sept épreuves, pourtant, indiquait des démonstrations de discrimination et suffisante pour justifier l'action judiciaire. Pour plus d'informations, voir carnet de notes tactiques disponible à [www.newtactics.org](http://www.newtactics.org), sous outils pour Action. Adapté du travail par les organisations américaines, la tactique est clairement souple et d'autres groupes dans la région se sont approchés de NEKI pour apprendre comment leurs méthodes pour les questions de droits de l'homme comme les droits d'infirmité. La démonstration pourrait aussi être utilisée pour étudier les pratiques d'octroi de prêts d'une gamme d'institutions, sans oublier départements de la police ou des entreprises.

Demande de compensation Persuader le gouvernement de compenser les victimes des abus par la police, les militaires et le personnel de forces armées. En Inde, la Commission nationale de Droits de l'homme enquête sur les plaintes contre les abus des droits de l'homme et recommande que les collectivités locales fournissent la compensation aux victimes. La Commission nationale de Droits de l'homme en Inde répond aux plaintes vérifiées contre l'abus de la police en demandant que le gouvernement compense financièrement les victimes et inflige des peines appropriées aux auteurs des abus. Créée comme une partie de Protection of Human Rights Act (1993), la Commission a le pouvoir d'enquêter et suggérer des réponses aux violations de droits de l'homme par les fonctionnaires – y compris la provocation ou la négligence de prévention des violations.

communauté internationale dans la prévention, l'étude et la réparation des torts. Souvent ces cas de cour de justice traitent moins de punir des abus particuliers des droits de l'homme que de l'envoi de message que l'abus ne sera plus toléré et que notre société est celle gouvernée selon les lois et la justice. L'action contre les injustices peut se produire complètement à l'extérieur des structures juridiques. Les gens ont trouvé beaucoup de façons créatrices de découvrir des abus et tenir des auteurs responsables de leurs actions.

Réconfortant : demande de réparation. Une Première dans la Justice internationale : l'Application de la loi internationale aux dictateurs voyageant à l'extérieur de leurs pays d'origine. L'arrestation et l'extradition de l'ancien dictateur chilien Augusto Pinochet ont permis les cas juridiques les plus extraordinaires. Il a créé un précédent qui peut être utilisé dans l'avenir pour viser des anciens et actuels chefs d'Etat pour la justice internationale. Les gouvernements espagnols et britanniques ont utilisé la loi tant internationale que nationale pour déterminer que le dictateur chilien Augusto Pinochet pourrait être jugé pour violations des droits de l'homme commises pendant son règne. Dans les premières années de la 1973-1990 de dictature Pinochet, les activistes des droits de l'homme ont commencé à documenter des cas de détention illégale, transfert forcé, meurtre, torture et disparitions réalisées par les forces de Pinochet. A la réinstauration de la démocratie au Chili, une commission officielle de vérité a compilé des renseignements exposés en détail sur environ 3,000 cas de violations de droits de l'homme. Pinochet ne pouvait pas, pourtant, être amené devant la justice au Chili, parce qu'avant de quitter le pouvoir il s'est donné la protection constitutionnelle de l'accusation et à la plupart de ses complices. Les avocats agissant au nom des gens dont les droits de l'homme ont été violés par le gouvernement de Pinochet et les plaintes criminelles en Espagne en utilisant un artifice de procédure appelé l'action des gens ou *accion popular*, dans laquelle on permet aux citoyens espagnols de porter de l'avant des procédures pénales privées .le dans certaines circonstances. Les cours de justice espagnoles ont permis au cas de suivre son cours, basé sur le principe de juridiction universelle, qui permet des cas qui impliquent la torture, le génocide et d'autres crimes contre l'humanité d'être jugé dans les tribunaux espagnols, peu importe où le crime a été commis et sans tenir compte de la nationalité des auteurs et de leurs victimes. Un mandat espagnol a été alors délivré et Pinochet a été arrêté par les autorités britanniques à Londres, où il était en visite. Pinochet et ses avocats ont défié le mandat, soutenant qu'en sa qualité d'ancien chef d'Etat il a droit à une immunité d'arrestation et d'extradition. La Chambre des lords britannique, pourtant, a par deux fois rejeté cet argument, estimant que, bien qu'un ancien chef d'Etat jouit de l'immunité pour les actes commis dans ses fonctions comme le chef d'Etat, la torture et les crimes contre l'humanité n'étaient pas «des fonctions» d'un chef d'Etat; et d'autre part, dès que la Grande-Bretagne et le Chili avaient ratifié la Convention

des Nations Unies en 1984 contre la Torture et Autres Traitements Cruels, Inhumains ou Dégadant ou les Punitons, Pinochet ne pouvait pas réclamer l'immunité des charges de torture. Pinochet a été finalement renvoyé en au Chili pour les raisons de santé et n'a pas ainsi été jugé en Espagne. Plus tard, La Cour suprême chilienne l'a dépouillé de l'immunité parlementaire qu'elle avait elle-même accordée et avait déterminée qu'il devrait être jugé; elle a décrété ensuite, pourtant, qu'il était trop malade pour passer en jugement. Le passage en procès des Seigneurs crée un précédent important, en montrant au monde qu'un chef d'Etat ne jouit d'aucune immunité à l'accusation des charges de torture, que de tels crimes peuvent être poursuivis n'importe où dans le monde sous le principe de juridiction universelle et que les cours de justice nationales peuvent être utilisées pour forcer des états à remplir leurs obligations conformément à la loi internationale. L'attention internationale a aussi changé l'équation politique au Chili, qui ne pouvait plus se cramponner aux lois nationales qui avaient protégées des violateurs des droits de l'homme y compris Pinochet, d'être jugé pour leurs actions. De la manière la plus importante, la détention prolongée de Pinochet à Londres a diminué la peur qu'il a engendrée dans la population chilienne, qui a commencé à avancer selon de nouvelles méthodes.

Responsabilité des multinationales: Utilisation des lois nationales pour traduire en justice ceux qui commettent des crimes contre l'humanité dans d'autres pays. La Nouvelle Tactique Rightswww.newtactics.org107TACTICA Aux Etats-Unis on utilise un statut fédéral de longue date pour permettre aux victimes des abus des droits de l'homme dans d'autres pays de porter plainte contre les sociétés complices dans les abus. Le Fonds international de Droits du Travail (ILRF) utilise la Loi sur la responsabilité délictuelle de l'étranger ((Alien Tort Claims Act (ATCA)) pour porter plainte contre les sociétés multinationales complices dans les abus des droits de l'homme. Datant de 1789 et créé pour aborder et prévenir le piratage, l'ATCA est un statut fédéral Américain permettant aux ressortissants étrangers de porter des actions civiles contre les citoyens et les sociétés américains pour violations de loi internationale. Pendant que la tactique juridique était longtemps utilisée pour fournir la réparation aux droits de l'homme, l'utilisation de lois nationales pour les abus survenant à l'extérieur d'un pays représente une nouvelle opportunité pour les victimes de violations de droits de l'homme. . Cette approche est aussi unique dans son intérêt pour les abus commis par les sociétés multinationales. . Beaucoup de ressortissants étrangers n'ont pas d'option pour des cas dans leurs propres pays. Le premier le cas d'ILRF ATCA, par exemple, a été contre la compagnie d'énergie Unocal au nom des réfugiés birmans pour l'utilisation de travail forcé sur un oléoduc en Birmanie. Si les réfugiés s'étaient plaints en Birmanie, ils couraient un risque d'emprisonnement, de torture ou de mort, puisqu'au vu de la loi, il est illégal de fournir des renseignements sur le gouvernement aux étrangers. L'ATCA, pourtant, a permis aux ressortissants étrangers de porter le cas aux les États-

Unis. Pour qu'il soit considéré, il doit y avoir l'évidence que la société a délibérément participé à la violation; l'ILRF travaille pour le prouver. En plus du cas contre Unocal, l'ILRF a porté plainte contre le Coca-Cola, Exxon-Mobil, Drummond et Del Monte. Aucun de ces cas n'a encore été conclu. L'ATCA est actuellement reconsidéré par le bureau du Procureur Général Américain, qui cherche à limiter la portée du statut. Les mécanismes actuels dans les lois internationales de droits de l'homme ne sont pas particulièrement efficaces contre les sociétés multinationales. Cette tactique utilise des lois nationales disponibles pour multiplier les opportunités de réparation pour les victimes des abus de droits de l'homme les plus sérieux. Elle envoie aussi un message aux sociétés multinationales qu'elles seront tenues responsable des violations des droits de l'homme facilités par leurs aventures commerciales, en faisant prendre conscience au grand public. L'ATCA ou les lois semblables pourraient être utilisés par les victimes dans d'autres pays où l'abus est en cours ou où il n'y a aucune opportunité pour le recours juridique. L'ATCA lui-même, pourtant, est interprété strictement pour faire une demande seulement aux abus des droits de l'homme les plus sérieux - le génocide, les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité, l'esclavage, le meurtre extrajudiciaire, la torture et la détention illicite. *Quelles lois de juridiction universelles existent dans votre pays qui pourrait être utilisé pour tenir les entités responsables des violations ?*

Rechercher les violations : des preuves contre la discrimination. Quand les abus sont cachés, ou acceptés par les membres de société, cela peut être difficile pour les victimes de prouver qu'une violation de droits de l'homme est survenue. Un groupe en Hongrie utilise une méthode de démonstration pour fournir l'évidence de discrimination et porter plainte au nom des victimes. En adaptant une méthode utilisée par les organisations Américaines sur la discrimination d'habitation, le Bureau de Défense Juridique pour les Minorités nationales et Ethniques (NEKI) utilise une méthode d'évaluation pour recueillir l'évidence quand il y a une allégation de discrimination. La cour de justice hongroise a d'abord reconnue l'essai comme une technique valide pour documenter la discrimination dans un cas en 2000. Les Roma forment des groupes de minorité dans plusieurs pays en Europe. Ils ont été des cibles fréquentes de crimes de haine et sont souvent reprochés pour l'augmentation de crime et de chômage en Hongrie. Les formes de discrimination rencontrée par les Roma incluent aujourd'hui l'incapacité de trouver l'emploi, l'habitation et les services dans les logements publics. Comme la discrimination est souvent imperceptiblement réalisée, la preuve directe est rare. La démonstration est l'utilisation de NEKI pour prouver la discrimination et obtenir cette preuve directe. Le groupe identifie et forme les gens qui sont envoyés pour démontrer et reproduire les actions de ceux qui prétendent avoir connu la discrimination. Chaque contrôleur doit être un observateur sûr